

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société AERODIS

5 rue d'Athènes
75006 Paris

Références : D2 e 2023-170

Code AIOT : 0005704224

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement Société AERODIS implanté PE les Vents de Cernon 51240 Cernon. L'inspection a été annoncée le 15/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de 2023. Une première inspection IIC a été réalisée en 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société AERODIS
- PE les Vents de Cernon 51240 Cernon
- Code AIOT : 0005704224
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 4 aérogénérateurs et d'un PDL mis en service industriel en juin 2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Découverte de mortalité et information à la DREAL	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
10	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
13	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le premier suivi environnemental a été mis en place suite à l'inspection de 2015. L'exploitant s'engage à réaliser le prochain suivi environnemental dans la période 2024-2026 afin de préparer une éventuelle demande de renouvellement de machines. La procédure à suivre en cas de découverte fortuite d'un cadavre d'animal sauvage à proximité des éoliennes du parc n'existe pas encore. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rédiger une procédure, destinée à tous les intervenants du parc, elle devra être ajoutée dans le plan de prévention des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le poste de livraison et les mats étaient fermés à clef lors de la visite. Sauf le mat de l'aérogénérateur de l'éolienne 1 où les techniciens de Nordex intervenaient le jour même.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Chaque mât est identifié par 2 numéros repris dans tous les rapports d'intervention de maintenance ainsi que par les relevés géographiques. Des panneaux d'affichage des consignes pour les tiers sont présents au niveau du PDL ainsi qu'à chaque entrée de plateforme des éoliennes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue du registre d'accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.[...]
Constats : Tout le personnel de Gazelenergie, de Nordex et les sous-traitants qui interviennent sur le parc sont formés aux 1er secours, au travail en hauteur, aux manipulations électriques, aux manipulations de l'élévateur, aux extincteurs. Un plan de prévention est signé par tous les intervenants et mis à jour à chaque fois que nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Aucun entreposage de matières combustibles ou inflammables n'a été constaté dans le mât et la nacelle de l'aérogénérateur n°1, ni dans le poste de livraison. L'intérieur du poste de livraison et de l'éolienne n°1 (pied du mat + nacelle) a été constaté propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Le rapport de maintenance de l'éolienne 1 vérifié ce jour date du 17/10/2022. Il s'agit du rapport annuel (T3). La vérification T1 correspond à la vérification initiale et la T4 à celle qui doit avoir lieu tous les 5 ans. La T2 est une vérification intermédiaire (visuelle + graissage) qui a lieu au mois d'avril de chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des pales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Une vérification se fait par visiodrone par an et une autre vérification visuelle se fait une fois par an (rapport T2). Les dernier rapports "visiodrone" datent du 25/08/2022, ils font état d'anomalie de catégorie notée 1 à 3 (le maximum étant 5).
Type de suites proposées : Les rapports de la vérification par visiodrone des éoliennes du parc font état de "damage category" classés de 1 à 3. En cas d'anomalie relevée par le vérificateur, l'exploitant doit mettre au point un plan d'action accompagné de délais de réalisation.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant reçoit des notifications pour chaque intervention. En regardant les dernières notifications, il a été constaté qu'une notification prévenait l'intervention de Nordex sur l'éolienne 1 le 7 mars 2023. Cette intervention a été constatée sur parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance [...] Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Il existe une documentation NORDEX constituée d'un manuel d'entretien et d'un manuel d'utilisation. Tous les intervenants y ont accès. Il existe en parallèle la documentation de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'arrêt d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Les alertes sont visibles en temps réel par l'exploitant (par le superviseur). L'exploitant a une interface directe avec ENEDIS. Nordex a organisé une astreinte 24/24 heures, 7/7 jours. Selon l'exploitant, à ce jour aucune urgence n'a été déclarée sur le parc Vents de Cernon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Renouvellement du suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : Le suivi environnemental de 2016/2017 a été réalisé à la demande du Préfet, mais il n'y pas eu de suivi environnemental mis en place pour les 10 ans d'exploitation du parc. L'exploitant s'engage à réaliser un suivi environnemental entre 2024 et 2026 dans l'éventualité d'une demande de renouvellement des machines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Renouvellement du suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Le certificat de preuve de dépôt des données brutes du suivi environnemental 2016-2017 a été transmis à l'IIC par l'exploitant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Découverte de mortalité et information à la DREAL

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Retour d'expérience sur la mortalité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant /.../ est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1
Constats : Aucun registre de mortalité n'a été mis en place. Aucune procédure n'est établie en cas de découverte fortuite d'un cadavre d'animal sauvage.
Type de suites proposées : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rédiger une procédure, destinée à tous les intervenants du parc, en cas de découverte fortuite d'un cadavre d'un animal sauvage à proximité du parc. Cette procédure est destinée à être ajoutée dans le plan de prévention des risques.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois